

ACTION URGENTE

UN MILITANT MENACÉ PAR SMS

Le syndicaliste et militant politique mexicain Marcelino Coache Verano, sa femme, un autre militant politique et une avocate spécialiste des droits humains ont récemment reçu des SMS de menaces. Tous ces messages visaient Marcelino Coache. La vie de cet homme est en danger.

Le 17 août, l'épouse de **Marcelino Coache, Reyna Rivera**, a reçu un SMS faisant référence à son mari, dont le contenu était le suivant : « *Vous ne le protégerez pas toute sa vie et vous allez tous payer pour ça, salutations, Lynx* ». Le même jour, **Yesica Sánchez Maya**, avocate spécialisée dans la défense des droits humains originaire d'Oaxaca, et **Flavio Sosa**, militant politique, ont également reçu des SMS provenant du même numéro de téléphone et contenant des menaces visant Marcelino Coache. Le 18 août, ce dernier a reçu à son tour un SMS : « *Sale pute, on t'observe, Lynx te salue* ».

Marcelino Coache, qui est syndicaliste et chef de file de l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca (APPO), un mouvement politique d'opposition, a été attaqué et menacé à maintes reprises. Le 4 mars, il a été enlevé par trois hommes et torturé pendant plusieurs heures. Il avait alors les yeux bandés mais a entendu ses ravisseurs parler de leur chef, qu'ils appelaient « *Lynx* ». Le même mois, son fils âgé de quinze ans, Edgar, a été menacé et suivi par un groupe d'hommes, et en mai, sa femme et d'autres défenseurs des droits humains d'Oaxaca ont reçu des SMS de menaces. Marcelino Coache a également été la cible de menaces et d'attaques par le passé, vraisemblablement parce qu'il est un membre éminent de l'APPO.

Le 8 mai, la Commission interaméricaine des droits de l'homme a demandé au gouvernement mexicain de fournir une protection à Marcelino Coache. Cependant, les mesures prises par les autorités sont totalement inadaptées et l'enquête sur ces menaces n'a abouti à aucun résultat.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- exhortez les autorités à s'assurer qu'elles font bénéficier Marcelino Coache et ses proches de toutes les mesures de protection nécessaires, comme l'a ordonné la Commission interaméricaine des droits de l'homme ;
- priez-les instamment de mener de toute urgence une enquête indépendante sur les attaques et les menaces dont Marcelino Coache a été la cible ainsi que sur son enlèvement et les actes de torture qu'il a subis, de rendre publiques les conclusions de ces investigations et de déférer à la justice les responsables présumés.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 2 OCTOBRE 2009 À :

Ministre de l'Intérieur :

Lic. Fernando F. Gómez-Mont Urueta
Secretario de Gobernación
Secretaría de Gobernación
Bucareli 99, 1er. piso,
Col. Juárez, Del. Cuauhtémoc,
México D.F., C.P.06600, Mexique
Fax : +52 55 5093 3414

Courriers électroniques :

secretario@segob.gob.mx

Formule d'appel : *Señor Secretario, /
Monsieur le Ministre,*

Procureur général de la République :

Lic. Eduardo Medina-Mora Icaza
Procuraduría General de la República
Av. Paseo de la Reforma n° 211-213,
Piso 16
Col. Cuauhtémoc, Del. Cuauhtémoc
México D.F., C.P. 06500, Mexique
Fax : +52 55 5346 0908

Formule d'appel : *Señor Procurador*

*General, / Monsieur le Procureur
général,*

Gouverneur de l'État d'Oaxaca :

Lic. Ulises Ruiz Ortíz
Gobernador del Estado de Oaxaca
Carretera Oaxaca-Puerto Ángel, Km.
9.5, Santa María Coyotepec,
Oaxaca C.P. 71254, Oaxaca, Mexique
Fax : +52 951 502 0530

Courriers électroniques :

governador@oaxaca.gob.mx

Formule d'appel : *Señor Gobernador, /
Monsieur le Gouverneur,*

COPIES À : Organisation de défense des droits humains : Centro de Derechos Humanos "Bartolomé Carrasco Briseño", Mariano Azuela 203, Col. José Vasconcelos, Oaxaca, Mexique. **Courriers électroniques :** barcadh@prodigy.net.mx

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Mexique dans votre pays. Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la première mise à jour de l'AU 68/09 (AMR 41/014/2009). Pour plus d'informations : www.amnesty.org/fr/library/info/AMR41/014/2009/fr

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

UN MILITANT MENACÉ PAR SMS

INFORMATIONS GÉNÉRALES

En juin 2006, des manifestations de grande ampleur ont éclaté dans l'État d'Oaxaca, avec à leur tête l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca (APPO). Les manifestants demandaient la démission du gouverneur de l'État, une revendication qui n'a pas été satisfaite. Les violences politiques et les manifestations ont continué tout au long de l'année. Au cours de ces affrontements, 18 civils, sinon plus, auraient été tués, au moins 370 blessés et 349 arrêtés. De nombreux abus ont été signalés : recours excessif à la force, détentions arbitraires, torture et utilisation de chefs d'inculpation forgés de toutes pièces contre des manifestants. Le 16 juillet 2007, au cours de nouveaux heurts violents entre la police et les manifestants, une quarantaine de personnes ont été arrêtées et plusieurs dizaines ont été blessées. Les autorités présumées responsables de ces agissements – aux niveaux de l'État fédéral, des municipalités et de l'État d'Oaxaca – n'ont pas été amenées à rendre des comptes. Si les violences politiques se sont atténuées, les tensions restent vives. L'APPO et d'autres organisations de défense des droits humains continuent de faire campagne pour que justice soit rendue à la suite des violations commises au cours des manifestations à Oaxaca.

Action complémentaire sur l'AU 68/09, AMR 41/044/2009, 21 août 2009

